De hauts fonctionnaires pulvérisent le programme de Macron, une continuation du hollandisme

écrit par Christine Tasin | 16 mars 2017

De hauts fonctionnaires pulvérisent le programme de Macron

Jugement. Le Cercle Necker, composé d'un groupe de hauts fonctionnaires, a minutieusement étudié le programme économique du candidat d'En Marche !, selon Le Figaro. Conclusion : *"il y a de quoi s'inquiéter"*!

Selon Le Figaro, un groupe de hauts fonctionnaires, spécialistes de la politique économique, a passé au crible le programme d'Emmanuel Macron. Regroupés sous la bannière du Cercle Necker, ils ont été très sévères avec le jeune candidat à l'élection présidentielle. *"En voulant satisfaire la droite de la gauche et la gauche de la droite, Emmanuel Macron livrerait un programme fort peu ambitieux qui risque de n'être qu'une continuation du hollandisme"*, jugent ces experts. *"Le programme d'Emmanuel Macron, c'est la France maintenue dans son déficit et le creusement de son stock de dettes. Le candidat du compromis soi-disant social-libéral fait, comme ses prédécesseurs, le pari du temps. Il espère naïvement que les marchés lui laisseront éternellement du répit. Le courage politique attendra. Tout comme le retour de la France à la prospérité et au progrès social"*, préviennent-ils avant de donner quelques arguments.

Mauvais calculs

Tandis que l'ancien ministre de l'Economie annonce vouloir baisser le niveau des prélèvements obligatoires, Le Cercle Necker estime que *"ce programme repose sur un profond malentendu"* masqué *"derrière une présentation habile et avantageuse"*. En cause, *"il ne laisse espérer aucun changement d'orientation"* par rapport au quinquennat de François Hollande. Ils vont même plus loin en assurant qu'Emmanuel Macron risquerait *"d'entretenir la France dans sa dépendance à la dépense publique et au maintien des rentes"*.

SUR LE MÊME SUJET

Qu'Emmanuel Macron souhaite que l'impôt sur les sociétés passe de 33,3% à 25% pour rejoindre la moyenne européenne, cela non plus ne convient point aux hauts fonctionnaires, qui pointent les mauvais calculs de l'ancien banquier. *"Une baisse*

de 20 milliards d'euros des prélèvements obligatoires représenterait moins de 1% du PIB. (…) Cela ne permettrait pas de réduire l'écart de 8% de prélèvements obligatoires par rapport à l'Allemagne et de 7 à 8% de recettes publiques hors prélèvements obligatoires prélevés tous les ans sur les Français sous forme de taxes, de services publics payants et autres redevances", indiquent-ils, avant d'ironiser : "*si l'ordonnance homéopathique du Dr. Macron fonctionnait, nous serions rendus en 2022 à 52% du PIB de dépenses publiques et 44% de prélèvements obligatoires, contre 55% et 45% en début de période*". "*Certainement pas de quoi redonner du souffle à notre appareil productif*", fustigent-ils.

Un "manque d'ambition"

Alors qu'Emmanuel Macron veut s'inscrire dans le cadre d'une *"baisse durable des dépenses publiques"* qui devrait atteindre 60 milliards d'euros par an en fin de quinquennat, Le Cercle Necker déclare que cet effort *"serait moins intense que l'objectif promis par le président Hollande sur trois ans (50 Md€) en 2017"*. Sa volonté de réduire le nombre de fonctionnaires a aussi été jugée. Et les hauts fonctionnaires n'ont pas mâché leurs mots, en qualifiant ce souhait de *"manque d'ambition"*. Selon eux, cette réduction des effectifs de la fonction publique représenterait un « gain de productivité » inférieur à 1% par an. Le verdict tombe : le candidat d'En Marche renonce à *"mener de véritables réformes de structure"*.

Le même son de cloche concernant la sphère de la sécurité sociale. *"En promettant 15 Md€ d'économies sur l'assurance maladie mais aucune économie sur le système de retraites, il renforcera les travers de notre système de soins et de sécurité sociale: report des reste-à-charge sur les plus jeunes et les personnes éloignées de l'emploi, entretien de la rente de nombreuses professions de santé, report indéfini du poids de notre dette sociale sur les travailleurs de demain"*, déplore un des hauts fonctionnaires. *"Côté assurance chômage, M. Macron met la charrue avant les bœufs et promet 10 Md€ d'économies… en pariant sur une baisse du taux de chômage à 7% en 2022 – un niveau jamais atteint depuis 2008, après cinq années de croissance supérieure à 2%. Qui peut encore croire que les promesses de M. Macron sont à la hauteur du défi de la lutte contre le chômage? "*, demande un autre.

"Un scénario intenable"

L'ancien locataire de Bercy promet de maintenir le déficit public sous la barre des

3% du PIB. *“Avec cette hypothétique baisse des dépenses budgétaires en fin de mandat, le candidat espère diminuer le poids des dépenses publiques dans le PIB de 3 points – c’est-à-dire de le ramener autour de 52%, point de départ antérieur à la crise de 2008. La belle affaire!”*, répondent les membres du Cercle Necker. *“Cette baisse comblerait à peine le quart de la différence de niveau de dépenses publiques avec l’Allemagne, où les niveaux de service public sont équivalents malgré 13 points de dépenses publiques en moins”*, précisent-ils. *“Ce dont la France a besoin, c’est de passer en dessous de 1% de déficit public, pour cesser d’emprunter à des investisseurs – majoritairement étrangers – de l’argent pour rembourser… les intérêts de sa propre dette”*, jugent-ils.

SUR LE MÊME SUJET

In fine, un haut fonctionnaire conclut en affirmant que le programme d’Emmanuel Macron pour la relance sera *“financé par des taux d’intérêt bas”*! *“Pari dangereux sur l’avenir, quand on sait que le montant des intérêts payés en 2005 était le même qu’aujourd’hui, pour un encours deux fois moindre – et qu’il pourrait donc être le double demain. Quand on sait que la France fait partie des derniers pays à relever du déficit budgétaire excessif dans la zone euro, il y a de quoi s’inquiéter”*.

https://www.valeursactuelles.com/politique/des-hauts-fonctionnaires-pulverisent-le-programme-de-macron-72912